

Compte rendu du Comité syndical

Séance du 11 juillet 2018

Le onze juillet deux mille dix-huit, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 5 juillet 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement de Paris, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 109

Nombre de délégués présents ou représentés : 66 dont 16 pouvoirs

Étaient présent·e·s :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tuder (Bagneux), M. Arnaud Gibert (Bezons), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Bruno Helin (Créteil), M. Jean-Luc Millard (Drancy), M. Xavier Caron (Enghien les Bains), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay), M. Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), M. Rodéric Aarsse (Malakoff), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Bernard Girault (Noisy le Sec), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), M. Yann Wehring (Région Ile de France), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), M. Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Christophe Boissière (Vincennes), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest), M. Jean-Marc Szmargd (Grand Paris Seine Ouest), M. Michel Jiaume (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), Mme Aline de Marcillac (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléant·e·s avec voix délibératives :

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), M. Hervé Leucy (Bobigny), Mme Sylvie Mariaud (Bois-Colombes), M. Hervé Willaime (Cachan), M. Olivier Stern (Montreuil), Mme Anne-Laure Lebreton (Puteaux), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), Mme Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest).

Excusé·e·s ayant donné pouvoir :

Jean-François Monino (Aubervilliers) à Philippe Lebeau, Bernard Accart (Courbevoie) à Éric Schindler, Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) à Christophe Bernier, Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) à Philippe Ribatto, Jean-Luc Decobert (Le Pré-saint-Gervais) à Marie-Michelle Phojo, Pascal Butin (Neuilly-Plaisance) à Jean-Paul Fauconnet, Monique Bouteille (Rueil Malmaison) à Sophie Deschiens, Christian Page (Saclay) à Xavier Caron, Alain Guetrot (Saint-Maurice) à Marie-France Parrain, Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) à Patrice Pattée, Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) à Hervé Leucy, Hervé Fleury (Versailles) à Philippe Brillault, Isabelle Debré (département des Hauts-de-Seine) à Jackie Boulay, Mahrouf Bounegta (Villejuif) à Stéphanie Culang,

Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est) à Jean-Paul Martinerie, Patrick Ollier (MGP) à Christine Bruneau.

Excusé·e·s :

Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne), Pascal Turano (Charenton), Alice le Moal (Clichy-la-Garenne), Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont), Bernard Cacace (Le Raincy), Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), Sylvain Berrios (Saint-Maur-des-Fossés), Amirouche Laidi (Suresnes), Antoine Dupin (GPSO), Daniel Guiraud (MGP).

Assistaient également à la séance :

Mmes Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique, des finances et de de la commande publique, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 21 juin 2018
2. Compte rendu du Bureau du 4 juillet 2018
3. Délibérations :
 - Approbation des mesures compensatoires relatives aux locations du service public Velib'
 - Approbation d'une mesure compensatoire relative aux abonnements du service public Velib'
 - Acceptation du protocole
 - Modification du tableau des emplois permanents
4. Points divers :

La Présidente a ouvert la séance à 16 heures 20 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Luc Millard est désigné secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 21 juin 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 21 juin 2018.

Le procès-verbal du Comité Syndical du 21 juin 2018 est adopté.

2 – Compte rendu du Bureau du 4 juillet 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le compte rendu du Bureau du 4 juillet 2018.

Le compte rendu du Bureau du 4 juillet 2018 est adopté par les membres du bureau.

3 Délibérations

3.1 Approbation des mesures compensatoires relatives aux locations du service public Velib' (délibération 2018 20)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service ont déjà été adoptées par le Comité syndical sur la période courant de janvier à mai 2018.

Toutefois au regard de la persistance des problématiques techniques, la société Smovengo a été mise en demeure par le Syndicat de mettre en place un plan d'urgence et de redémarrage du service Vélib Métropole.

Ce plan d'urgence a été présenté début mai 2018 par le titulaire du marché et a depuis été déclenché.

La mise en œuvre du plan a eu pour effet de ralentir le déploiement des stations tel qu'initialement prévu ce qui affecte le fonctionnement normal du service à l'égard des usagers.

Par conséquent, il convient d'adopter, à nouveau, une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés.

La présente délibération a donc pour objet, en premier lieu de prévoir l'absence de facturation ou le remboursement des locations inférieures et supérieures à 30mn pour l'ensemble des abonnements au service Velib' pour le mois de juin 2018.

Ainsi, il est proposé de ne pas procéder à la facturation ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur le mois de juin 2018 pour les abonnements suivants :

- l'abonnement V-Libre ;
- l'abonnement V-Plus ;
- l'abonnement V-Max.

En second lieu, la présente délibération a pour objet de proposer sur les deux premiers abonnements précités la gratuité des 30 premières minutes d'utilisation sur la période courant de juillet à septembre 2018.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE de ne pas facturer ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur le mois de juin 2018 pour les abonnements au service Velib' suivants : l'abonnement V-Libre ; l'abonnement V-Plus ; l'abonnement V-Max ; APPROUVE la mesure de gratuité des 30 premières minutes d'utilisation sur le mois de juillet à septembre 2018 pour les abonnements au service Velib' suivants : l'abonnement V-Libre ; l'abonnement V-Plus (dans l'hypothèse d'une utilisation d'un vélo à assistance électrique) ; DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67 ; DIT que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.

3.2 Approbation d'une mesure compensatoire relative aux abonnements du service public Velib' (délibération 2018 21)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service ont déjà été adoptées par le Comité syndical sur la période courant de janvier à mai 2018.

Toutefois au regard de la persistance des problématiques techniques, la société Smovengo a été mise en demeure par le Syndicat de mettre en place un plan d'urgence et de redémarrage du service Vélib Métropole.

Ce plan d'urgence a été présenté début mai 2018 par le titulaire du marché et a depuis été déclenché.

La mise en œuvre du plan a eu pour effet de ralentir le déploiement des stations tel qu'initialement prévu ce qui affecte le fonctionnement normal du service à l'égard des usagers.

Par conséquent, il convient d'adopter, à nouveau, une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés.

La présente délibération a donc pour objet d'adopter une mesure tendant au remboursement des abonnements encaissés sur le mois de juin 2018 au bénéfice des usagers.

Cette mesure concerne les abonnés du service Velib' détenteurs des offres «V-Plus» et «V-Max» que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Par ailleurs, les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre de l'actuel service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

Pour pouvoir bénéficier de la présente mesure, les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE la mesure de remboursement des abonnements V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre de l'actuel service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur le mois de juin 2018. Pour bénéficier de la présente mesure les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

*Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata ; **DIT** que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67 ; **DIT** que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.*

3.3 Acceptation du protocole de sortie n°1 (délibération 2018 22)

Par délibération en date du 21 juin 2018, le Comité syndical a :

- décidé de refuser de procéder au versement de la compensation financière demandée par le délégataire et d'en tirer les conséquences contractuelles ;
- constaté, en application de l'article 63.3, la résiliation de la Convention au 25 juin 2018 ;
- demandé à la société Autolib' la production de tous les justificatifs, données financières et le bilan de clôture afin de pouvoir évaluer l'indemnité de sortie ;
- autorisé, afin d'encadrer et de sécuriser la résiliation, Madame la Présidente du Syndicat à négocier un protocole de sortie de la Convention avec la Société Autolib' afin de régler l'ensemble des modalités de clôture du contrat, dans l'intérêt des usagers du service public.

Le 25 juin 2018, le Syndicat et la Société Autolib' ont acté un protocole de sortie n°1 qui a pour objet, d'une part, de convenir des modalités d'arrêt techniques, financières et opérationnelles de l'activité d'exploitation d'Autolib' (c'est-à-dire, les services de la Concession consistant à mettre à disposition des abonnés les véhicules BLUECAR ou à permettre la recharge d'autres véhicules électriques – l'« Activité d'Exploitation d'Autolib' ») et, d'autre part, de prévenir tout différend entre le Syndicat et la Société Autolib' qui pourrait découler de l'arrêt immédiat de cette activité à la date du 25 juin 2018. Il n'a en aucun cas vocation à définir ou préciser les modalités d'indemnisation de la Société Autolib'.

Ce protocole de sortie n°1 prévoit la conclusion d'autres protocoles consécutifs et notamment celle d'un protocole de sortie n°2, en cours de finalisation, précisant le calendrier, les modalités et conditions techniques de remise des biens d'ici le 31 août 2018.

Dès que l'impact financier de ces protocoles pourra être précisé, les crédits nécessaires seront inscrits dans le cadre d'une décision modificative.

Vu la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole en date du 8 février 2017 ;
Vu la Convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques conclue le 25 février 2011 avec la société Autolib' ;
Vu la Délibération 2018-18 amendée du 21 juin 2018, portant sur le constat de la notification par la Société Autolib' du défaut d'intérêt économique de la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, sur le refus de verser la compensation spécifiée à l'article 63.2.2 de cette convention et sur le constat, en conséquence, de la résiliation de la convention,
Considérant que l'article 63 de la Convention définit l'hypothèse en vertu de laquelle, à l'initiative du concessionnaire, la Convention peut être résiliée en raison du défaut d'intérêt économique ;
Considérant que la société Autolib' a, par son courrier en date du 25 mai 2018, déclenché formellement la procédure de résiliation définie par l'article 63 de la Convention dans la mesure où elle y soutient que « le défaut d'intérêt économique de la Concession ne fait pas de doute » ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 63.2.2 de la Convention le Syndicat disposait d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier par lequel la société Autolib' avait notifié le défaut d'intérêt économique pour procéder au versement de la compensation financière définie par l'article 63.2.2 de la Convention ;
Considérant qu'en application de l'article 63.3 de la Convention, le Syndicat pouvait, dans un délai d'un mois à compter de la notification par le concessionnaire du défaut d'intérêt économique, notifier à ce dernier sa décision de refuser le versement de la compensation définie par l'article 63.2.2 de la Convention ;
Considérant que dans ce cas, en application du même article 63.3 de la Convention, le refus de versement de la compensation financière emportait la résiliation automatique de la Convention dans le délai d'un mois suivant la réception par le Syndicat de la notification par le concessionnaire du défaut d'intérêt économique ;
Considérant que le Syndicat a proposé à la Société Autolib', dans l'intérêt des usagers du service public, de différer, par avenant à la Convention, la prise d'effet de cette résiliation ;
Considérant que la Société Autolib' a formellement refusé par courrier en date du 19 juin 2018 de conclure un avenant permettant de différer la prise d'effet de la résiliation ;
Considérant par ailleurs qu'eu égard aux conséquences techniques et financières résultant de cette résiliation en application de l'article 63.3 de la Convention, la conclusion d'un protocole de sortie avec la société Autolib' est toutefois nécessaire afin de régler l'ensemble des modalités de clôture du contrat, dans l'intérêt des usagers du service public ;
Considérant que le Comité syndical a, dans le cadre de la délibération 2018-18 susvisée autorisé la Présidente à négocier ce protocole de sortie de la Convention avec la Société Autolib' ;
Considérant que les parties ont signé ledit protocole (n°1) sous réserve de sa régularisation par le comité syndical, qui prévoit que les parties s'engagent à convenir d'un protocole de sortie (n°2) précisant le calendrier, les modalités et conditions techniques de remise des biens d'ici le 31 août 2018,
Considérant que dans l'hypothèse où des remises en état seraient jugées inopportunes par le Syndicat et la ville concernée au regard du devenir des stations et espaces, un accord transactionnel, au vu l'état des lieux, devrait être envisagé,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE le protocole de sortie n°1 ci-annexé ; **AUTORISE** Madame la Présidente du Syndicat à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de ce protocole ainsi que la conclusion et la mise en œuvre de protocoles consécutifs ; **AUTORISE** Madame la Présidente du Syndicat à négocier, le cas échéant, avec le groupe Bolloré, d'éventuelles transactions dans l'hypothèse où les procès-verbaux constatant l'état de certains espaces et/ou stations feraient apparaître la nécessité d'une remise en état de ces derniers, laquelle serait toutefois jugée inopportune, eu égard au sort envisagé de ces espaces et stations, par le Syndicat et la collectivité sur le territoire de laquelle le bien est situé.

3.4 Modification du tableau des emplois permanents (délibération 2018 23)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Afin de garantir le bon fonctionnement du Syndicat en raison de la montée en charge de travail, il est nécessaire de renforcer certaines directions en créant 1 poste de catégorie B pour la direction de la communication et du marketing, 1 en catégorie A pour la direction des finances et 1 en catégorie A pour la direction des services techniques.

De plus, il a été créé, par délibération 2018 11 le 22 mai 2018, un poste de directeur·rice des études, de la stratégie et de l'appui territorial relevant du cadre d'emplois des attachés (catégorie A). Toutefois, au regard du contexte lié à la résiliation de la DSP et du repositionnement stratégique et technique du Syndicat, il apparaît indispensable de confier à cet emploi des missions relevant d'une technicité plus affirmée. Par conséquent, il est proposé d'ouvrir cet emploi au cadre d'emplois des ingénieurs et ingénieurs en chef.

Considérant les besoins spécifiques et les compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les emplois créés pourront être pourvus par des contractuels.

Tableau des emplois au 11/05/2018

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	7
Rédacteur	B	4
Adjoint administratif	C	7
Ingénieur en chef	A	4
Ingénieur	A	5
Adjoint technique	C	1
Total		28

Nouveau tableau des emplois permanents

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	6
Rédacteur	B	4
Adjoint administratif	C	7
Ingénieur en chef	A	4
Ingénieur	A	5
Adjoint technique	C	1
Attaché ou Ingénieur ou Ingénieur en chef	A	1
Ingénieur ou Attaché	A	2
Rédacteur	B	1
Total		31

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE, que l'emploi de directeur·rice des études, de la stratégie et de l'appui territorial soit ouvert aux cadres d'emplois des Ingénieurs et Ingénieurs en chef ; **APPROUVE**, la création des 3 postes suivants : 1 poste relevant du cadre d'emplois des rédacteurs (catégorie B) pour la direction de la communication et du marketing, 1 poste relevant du cadre d'emplois des Attachés ou des Ingénieurs (catégorie A) pour la direction des finances et 1 poste relevant du cadre d'emplois des Attachés ou des Ingénieurs (catégorie A) pour la direction des services techniques ; **AUTORISE**, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que les emplois créés pourront être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées à l'article 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Emplois	Nombre
Attaché		6
Rédacteur		4
Adjoint administratif		7
Ingénieur en chef		4
Ingénieur		5
Adjoint technique		1
Cadre d'emplois des Attachés, Ingénieurs, Ingénieurs en chef		1
Cadre d'emplois des Rédacteurs		1
Cadre d'emplois des Attachés et Ingénieurs		1
Cadre d'emplois des Attachés et Ingénieurs		1
	Total des emplois	31

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 18 heures.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement